SUD TERRITOIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Délibérations de la réunion du Conseil Communautaire le 9 juillet 2026

L'an deux mil vingt-six, le 9 juillet à 18 h 04, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni dans la Salle du Conseil communautaire de DELLE, sous la présidence de Monsieur Christian RAYOT, Président.

Étaient présents : Mesdames et Messieurs Lounès ABDOUN-SONTOT, Thomas BIETRY, François BRUEY, Jean-Marc BULET, Yves CARPENTIER, Priscilla COTTET, Gilles COURGEY, Roland DAMOTTE, Monique DINET, Jean-Jacques DUPREZ, Laurence ESPINOSA, Céline HAMADI, Hamid HAMLIL, Philippe GARNIER, Jean-Louis HOTTLET, Vincent FRÉARD, André KLEIBER, Eric MANGIN, Anaïs MONNIER-VON AESCH, Martine MOUGIN, Robert NATALE, Jean-Marc PELLETIER, Nicolas PETERLINI, Annick PRENAT, Emmanuelle PY, Christian RAYOT, Lionel ROY, Cyprien SCHIGAND, Jean-Michel TALON, Sébastian THEVENEAU, Pierre VALLAT et Frédéric WERSINGER **membres titulaires**, Nathaël BOUILLOT, Jean-Luc PIANZI et Emmanuel CHAMAGNE **membres suppléants.**

Étaient excusés : Mesdames et Messieurs Anissa BRIKH, Jonathan CERAUDO, Isabelle COINTOT, Catherine CLAYEUX, Caroline ERNST, Jean-Louis FLEURY, Peggy HOUDELAT-LECOMTE, Sandrine JANIAUD LARCHER, Fatima KHELIFI, Thierry MARCJAN, Sylvie MENNY, Fabrice PETITJEAN, Florence PFHURTER, Claudia RERAT, Frédéric ROUSSE, Kristina STOJANOVIC, Dominique TRÉLA et Agnès VERONES.

Avaient donné pouvoir : Isabelle COINTOT à Lounès ABDOUN-SONTOT, Jean-Louis FLEURY à Emmanuel CHAMAGNE, Caroline ERNST à Thomas BIETRY, Peggy HOUDELAT-LECOMTE à Hamid HAMLIL, Sandrine JANIAUD LARCHER à Christian RAYOT, Thierry MARCJAN à Nathaël BOUILLOT et Dominique TRÉLA à Jean-Luc PIANZI.

Date de convocation	Date d'affichage	Nombre de conseillers	
Le 22 juin 2026	Le 25 juin 2026	En exercice	50
		Présents	32
		Votants	39

Le Président à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, vérifie l'existence du quorum et proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint. Il cite les pouvoirs reçus.

Le secrétaire de séance est désigné parmi les membres titulaires présents Anaïs MONNIER VON AESCH est désignée.

Il appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour car seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

2026-06-00 Approbation du procès-verbal du Conseil communautaire du 11 juin 2026
Rapporteur : Christian RAYOT

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'approuver le Procès-Verbal du Conseil communautaire du 11 juin 2026.**

Annexe : Procès-Verbal du 11 juin 2026

Arrivée de Anissa BRIKH qui prend part au vote à partir du point suivant

2026-06-01A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BORON pour la réfection totale de la toiture de l'école maternelle
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BORON,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BORON a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection totale de la toiture de l'école maternelle,
- La réfection du mur de soutènement.

A - Réfection totale de la toiture de l'école maternelle

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Rénovation toiture	25 985,55	**Fonds de concours CCST**	**6 992,00**
		Autres financements publics	12 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	6 993,55
TOTAL	**25 985,55**	TOTAL	**25 985,55**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BORON pour la réfection totale de la toiture de l'école maternelle,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 992,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

En amont de ce premier rapport, Jean-Michel TALON rappelle certains points à l'assemblée. Le montant de l'ensemble des demandes de FDC est supérieur à la somme prévisionnelle budgétisée pour répondre aux demandes de Fonds de Concours. Malgré cette situation, il a été procédé à une modification du budget pour répondre favorablement à toutes les demandes.
Dans le cadre du montage du dossier, - plus particulièrement dans son budget prévisionnel- à l'image de la Commune de COURTELEVANT, il suggère aux communes de solliciter d'autres organismes susceptibles de pouvoir financer les travaux envisagés.
Anaïs MONNIER souhaite connaître la procédure de demandes de FDC, si ce sont des tirages au sort.
Jean-Michel TALON lui répond que les demandes sont étudiées et traitées à mesure des dépôts de dossiers.
Il précise en outre qu'un projet de règlement relatif aux demandes de subventions est en cours de réflexion.
Le Président précise que tous les dossiers ont été pris en compte.
En complément, il informe l'assistance qu'en 5 années de solidarité, les subventions attribuées par la CCST au profit des communes représentent une somme supérieure à 2 000 000 €.

2026-06-01B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BORON pour la réfection du mur de soutènement

Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BORON,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BORON a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection totale de la toiture de l'école maternelle,
- La réfection du mur de soutènement.

B - Réfection du mur de soutènement

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Mur de soutènement	13 557,15	**Fonds de concours CCST**	**6 778,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	6 779,15
TOTAL	**13 557,15**	TOTAL	**13 557,15**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BORON pour la réfection du mur de soutènement,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 778,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

Arrivée de Florence PFHURTER qui participe au vote à partir du point suivant

2026-06-02A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour la réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,
Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

A - Réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réfection des chemins	10 262,50	**Fonds de concours CCST**	**508,00**
		Autres financements publics	7 702,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	2 052,50
TOTAL	**10 262,50**	TOTAL	**10 262,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour la réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 508,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-02B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour l'aménagement de l'allée principale du cimetière
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,
Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

B - Aménagement de l'allée principale du cimetière

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement de l'allée	7 977,20	**Fonds de concours CCST**	**3 988,60**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	3 988,60
TOTAL	**7 977,20**	TOTAL	**7 977,20**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;

- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour l'aménagement de l'allée principale du cimetière,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 3 988,60 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-02C - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour la restauration de l'église (phase 2)
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

C - Restauration de l'église (phase 2)

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Restauration phase 2 de l'église	23 755,20	**Fonds de concours CCST**	**6 877,60**
		Autres financements publics	10 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	6 877,60
TOTAL	**23 755,20**	TOTAL	**23 755,20**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;

- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour la restauration de l'église (phase 2),**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 877,60 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-02D - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour l'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

D - Aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement	35 842,50	**Fonds de concours CCST**	**6 112,00**
		Autres financements publics	20 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	9 730,50
TOTAL	**35 842,50**	TOTAL	**35 842,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;

- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour l'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 112,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-02E - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour la mise en lumière de l'Eglise
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

E - Mise en lumière de l'église

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Mise en lumière de l'église	20 549,40	**Fonds de concours CCST**	**10 047,20**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	10 502,20
TOTAL	**20 549,40**	TOTAL	**20 549,40**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;

- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour la mise en lumière de l'église,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 10 047,20 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-02F - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour la création d'un habillage mural de l'Eglise
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

F - Création d'un habillage mural dans l'église

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Habillage mural	8 379,44	**Fonds de concours CCST**	**4 189,72**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	4 189,72
TOTAL	**8 379,44**	TOTAL	**8 379,44**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;

- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour la création d'un habillage mural dans l'église,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 4 189,72 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-02G - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BREBOTTE pour la mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BREBOTTE,
Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BREBOTTE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins de l'église et Jules Chevallier,
- L'aménagement de l'allée principale du cimetière,
- La restauration de l'église (phase 2),
- L'aménagement de la place communale et de la cour du musée de l'Artisanat et des traditions,
- La mise en lumière de l'église,
- La création d'un habillage mural dans l'église,
- La mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné.

G - Mise en sécurité et élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Mise en sécurité et élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné	24 723,60	**Fonds de concours CCST**	**8 361,80**
		Autres financements publics	8 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	8 361,80
TOTAL	**24 723,60**	TOTAL	**24 723,60**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BREBOTTE pour la mise en sécurité et l'élargissement de l'aqueduc au chemin du Banné,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 8 361,80 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

Arrivée de Fatima KHELIFI qui prend part au vote à partir du point suivant

2026-06-03A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BRETAGNE pour l'aménagement de trottoirs et de dispositifs de sécurité (tranche 2)
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BRETAGNE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BRETAGNE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de trottoirs et de dispositifs de sécurité (tranche 2),
- Le remplacement de 2 poteaux incendie Grande Rue,
- La mise aux normes accessibilité des bâtiments communaux (mairie, salle communale).

A -Aménagement de trottoirs et de dispositifs de sécurité (tranche 2)

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Travaux de réalisation de trottoirs et dispositifs de sécurité – tranche 2	174 521,09	**Fonds de concours CCST**	**57 260,54**
		Autres financements publics	60 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	57 260,55
TOTAL	**174 521,09**	TOTAL	**174 521,09**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BRETAGNE pour l'aménagement de trottoirs et de dispositifs de sécurité (tranche 2),**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 52 260,54 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-03B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BRETAGNE pour remplacement de 2 poteaux incendie Grande Rue
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BRETAGNE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BRETAGNE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de trottoirs et de dispositifs de sécurité (tranche 2),
- Le remplacement de 2 poteaux incendie Grande Rue,
- La mise aux normes accessibilité des bâtiments communaux (mairie, salle communale).

B - Remplacement de 2 poteaux incendie Grande Rue

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Remplacement 2 poteaux incendie	7 296,00	**Fonds de concours CCST**	**3 648,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	3 648,00
TOTAL	**7 296,00**	TOTAL	**7 296,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BRETAGNE pour le remplacement de 2 poteaux incendie Grande Rue,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 3 648,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-03C - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de BRETAGNE pour la mise aux normes accessibilité des bâtiments communaux (mairie et salle communale)
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de BRETAGNE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de BRETAGNE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de trottoirs et de dispositifs de sécurité (tranche 2),
- Le remplacement de 2 poteaux incendie Grande Rue,
- La mise aux normes accessibilité des bâtiments communaux (mairie, salle communale).

C - Mise aux normes accessibilité des bâtiments communaux (mairie, salle communale)

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Mise en accessibilité mairie et salle communale	4 698,00	**Fonds de concours CCST**	**2 349,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	2 349,00
TOTAL	**4 698,00**	TOTAL	**4 698,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de BRETAGNE pour la mise aux normes accessibilité des bâtiments communaux (mairie, salle communale),**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 2 349,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**

- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-04 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de CHAVANATTE pour la réalisation de travaux d'isolation thermique du bâtiment communal mairie-école
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de CHAVANATTE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de CHAVANATTE a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour la réalisation de travaux d'isolation thermique du bâtiment communal mairie-école :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Travaux isolation thermique mairie-école	7 320,00	**Fonds de concours CCST**	**3 660,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	3 660,00
TOTAL	**7 320,00**	TOTAL	**7 320,00**

Compte tenu :
- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :
- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de CHAVANATTE pour la réalisation de travaux d'isolation thermique du bâtiment communal mairie-école,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 3 660,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-05A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de COURCELLES pour la reprise d'étanchéité du pont de la Coeuvatte
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de COURCELLES,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de COURCELLES a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réalisation de travaux de reprise d'étanchéité du pont de la Coeuvatte,
- L'aménagement d'un parking écologique et d'un verger communal.

A - Travaux de reprise d'étanchéité du pont de la Coeuvatte

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Reprise étanchéité pont	21 720,00	**Fonds de concours CCST**	**7 602,00**
		Autres financements publics	6 516,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	7 602,00
TOTAL	**21 720,00**	TOTAL	**21 720,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de COURCELLES pour la réalisation de travaux de reprise d'étanchéité du pont de la Coeuvatte,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 7 602,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-05B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de COURCELLES pour l'aménagement d'un parking écologique et d'un verger communal
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de COURCELLES,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de COURCELLES a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réalisation de travaux de reprise d'étanchéité du pont de la Coeuvatte,
- L'aménagement d'un parking écologique et d'un verger communal.

B - Aménagement d'un parking écologique et d'un verger communal

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Acquisition parcelle et démolition bâtiment existant	39 000,00	**Fonds de concours CCST**	**19 500,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	19 500,00
TOTAL	**39 000,00**	TOTAL	**39 000,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de COURCELLES pour l'aménagement d'un parking écologique et d'un verger communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 17 180,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-06A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de COURTELEVANT pour la création du préau de l'école

Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de COURTELEVANT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de COURTELEVANT a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La création du préau de l'école,
- Les travaux de réparation de la toiture de l'église.

A - Création du préau de l'école

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Nouveau préau	74 724,65	**Fonds de concours CCST**	**28 253,02**
		Autres financements publics	18 218,60
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	28 253,03
TOTAL	**74 724,65**	TOTAL	**74 724,65**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de COURTELEVANT pour la création du préau de l'école,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 28 253,02 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-06B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de COURTELEVANT pour la réparation de la toiture de l'église
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de COURTELEVANT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de COURTELEVANT a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La création du préau de l'école,
- Les travaux de réparation de la toiture de l'église.

B -Travaux de réparation de la toiture de l'église

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réparation toiture église	2 045,00	**Fonds de concours CCST**	**409,00**
		Autres financements publics	1 227,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	409,00
TOTAL	**2 045,00**	TOTAL	**2 045,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de COURTELEVANT pour les travaux de réparation de la toiture de l'église,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 409,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-07 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de CROIX pour la rénovation complète de l'appartement communal
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de CROIX,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de CROIX a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour la rénovation <complète de l'appartement communal :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réfection complète de l'appartement pour remise en location	32 492,22	**Fonds de concours CCST**	**11 246,11**
		Autres financements publics	10 000,00

		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	11 246,11
TOTAL	**32 492,22**	TOTAL	**32 492,22**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de CROIX pour la rénovation complète de l'appartement communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 11 246,11 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-08A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FAVEROIS pour prolongement de la voirie rue des Grands Champs
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de FAVEROIS,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FAVEROIS a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- Le prolongement de la voirie rue des Grands Champs,
- Le renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce,
- Le busage du fossé rue de Boron,
- Le remplacement du système de comptage électrique de la salle communale.

A - Prolongement de la voirie rue des Grands Champs

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Prolongement de voirie	28 640,50	**Fonds de concours CCST**	**11 450,00**
		Autres financements publics	5 728,10
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	11 462,40
TOTAL	**28 640,50**	TOTAL	**28 640,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FAVEROIS pour le prolongement de la voirie rue des Grands Champs,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 11 450,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-08B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FAVEROIS pour renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de FAVEROIS,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FAVEROIS a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- Le prolongement de la voirie rue des Grands Champs,
- Le renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce,
- Le busage du fossé rue de Boron,
- Le remplacement du système de comptage électrique de la salle communale.

B - Renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
3 poteaux d'incendie	10 435,50	**Fonds de concours CCST**	**3 900,00**
		Autres financements publics	2 500,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	4 035,50
TOTAL	**10 435,50**	TOTAL	**10 435,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;

- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FAVEROIS pour le renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 3 900,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-08C - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FAVEROIS pour busage fossé rue de Boron
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de FAVEROIS,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FAVEROIS a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- Le prolongement de la voirie rue des Grands Champs,
- Le renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce,
- Le busage du fossé rue de Boron,
- Le remplacement du système de comptage électrique de la salle communale.

C - Busage fossé rue de Boron

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Busage fossé	13 109,00	**Fonds de concours CCST**	**6 550,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	6 559,00
TOTAL	**13 109,00**	TOTAL	**13 109,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FAVEROIS pour le busage du fossé rue de Boron,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 550,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-08D - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FAVEROIS pour remplacement du système de comptage électrique de la salle communale
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de FAVEROIS,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FAVEROIS a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- Le prolongement de la voirie rue des Grands Champs,
- Le renouvellement de 3 poteaux d'incendie rue de Bâle et rue de Suarce,
- Le busage du fossé rue de Boron,
- Le remplacement du système de comptage électrique de la salle communale.

D - Remplacement du système de comptage électrique de la salle communale

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Remplacement système de comptage électrique	3 184,00	**Fonds de concours CCST**	**1 590,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	1 594,00
TOTAL	**3 184,00**	TOTAL	**3 184,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FAVEROIS pour le remplacement du système de comptage électrique de la salle communale,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 1 590,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**

- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-09A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FÊCHE-L'EGLISE pour la reprise de trottoirs Grande Rue pour conformité PMR
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de FÊCHE-L'ÉGLISE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FÊCHE-L'ÉGLISE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La reprise de trottoirs Grande Rue pour la conformité PMR,
- Les travaux de démolition / reconstruction du pont des Beaux Prés.

A - Reprise de trottoirs Grande Rue pour la conformité PMR

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Trottoirs conformité PMR	16 877,50	**Fonds de concours CCST**	**8 438,75**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	8 438,75
TOTAL	**16 877,50**	TOTAL	**16 877,50**

Compte tenu :
- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :
- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FÊCHE-L'ÉGLISE pour la reprise de trottoirs Grande Rue pour conformité PMR,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 8 438,75 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-09B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FÊCHE-L'EGLISE pour travaux de démolition-reconstruction du pont des Beaux Prés
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de FÊCHE-L'ÉGLISE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FÊCHE-L'ÉGLISE a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La reprise de trottoirs Grande Rue pour la conformité PMR,
- Les travaux de démolition / reconstruction du pont des Beaux Prés.

B - Travaux de démolition / reconstruction du pont des Beaux Prés

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Travaux démolition/reconstruction du Pont des Beaux Prés	193 830,00	**Fonds de concours CCST**	**38 766,00**
		Autres financements publics	116 298,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	38 766,00
TOTAL	**193 830,00**	TOTAL	**193 830,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FÊCHE-L'ÉGLISE pour les travaux de démolition / reconstruction du pont des Beaux Prés,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 35 600,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-10 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de FROIDEFONTAINE pour le renouvellement partiel de l'éclairage public communal
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de FROIDEFONTAINE ;

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de FROIDEFONTAINE a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour le renouvellement partiel de l'éclairage public communal :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Remplacement EP par des leds	23 399,00	**Fonds de concours CCST**	**5 850,00**
		Autres financements publics	4 212,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	13 337,00
TOTAL	**23 399,00**	TOTAL	**23 399,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de FROIDEFONTAINE pour le renouvellement partiel de l'éclairage public communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 5 850,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-11A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de GROSNE pour l'aménagement de 2 bâtiments communaux
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de GROSNE,
Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de GROSNE a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de 2 bâtiments communaux,
- La mise en conformité des installations électriques des bâtiments communaux,
- L'acquisition d'un véhicule communal,
- La restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée.

A - Aménagement de 2 bâtiments communaux

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement de 2 bâtiments communaux	19 330,50	**Fonds de concours CCST**	**5 798,75**
		Autres financements publics	7 732,60
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	5 799,15
TOTAL	**19 330,50**	TOTAL	**19 330,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de GROSNE pour l'aménagement de 2 bâtiments communaux,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 5 798,75 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-11B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de GROSNE pour la mise en conformité des installations électriques des 2 bâtiments communaux
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de GROSNE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de GROSNE a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de 2 bâtiments communaux,
- La mise en conformité des installations électriques des bâtiments communaux,
- L'acquisition d'un véhicule communal,
- La restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée.

B - Mise en conformité des installations électriques des bâtiments communaux

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Mise en conformité électrique bâtiments communaux	9 334,00	**Fonds de concours CCST**	**2 800,20**
		Autres financements publics	3 733,60
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	2 800,20
TOTAL	**9 334,00**	TOTAL	**9 334,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de GROSNE pour la mise en conformité des installations électriques des bâtiments communaux,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 2 800,20 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-11C - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de GROSNE pour l'acquisition d'un véhicule communal
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de GROSNE,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de GROSNE a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de 2 bâtiments communaux,
- La mise en conformité des installations électriques des bâtiments communaux,
- L'acquisition d'un véhicule communal,
- La restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée.

C - Acquisition d'un véhicule communal

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Achat d'un véhicule communal	13 749,17	**Fonds de concours CCST**	**6 874,58**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	6 874,59
TOTAL	**13 749,17**	TOTAL	**13 749,17**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de GROSNE pour l'acquisition d'un véhicule communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 874,58 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-11D - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de GROSNE pour la restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de GROSNE,
Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de GROSNE a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de 2 bâtiments communaux,
- La mise en conformité des installations électriques des bâtiments communaux,
- L'acquisition d'un véhicule communal,
- La restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée.

D - Restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réfection cours d'eau, berge et chaussée	37 652,00	**Fonds de concours CCST**	**3 765,20**
		Autres financements publics	22 591,20

		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	11 295,60
TOTAL	**37 652,00**	TOTAL	**37 652,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de GROSNE pour la restauration du cours d'eau de l'Écrevisse, de la berge et de la chaussée,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 3 765,20 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-12A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de JONCHEREY pour la réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'école primaire (2e tranche)
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de JONCHEREY,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de JONCHEREY a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'école primaire,
- La réfection de la toiture des ateliers municipaux.

A - Étanchéité de la toiture terrasse de l'école primaire (2e tranche)

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réfection étanchéité	39 334,18	**Fonds de concours CCST**	**11 800,25**
		Autres financements publics	15 733,68
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	11 800,25
TOTAL	**39 334,18**	TOTAL	**39 334,18**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de JONCHEREY pour la réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'école primaire (2e tranche),**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 11 800,25 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-12B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de JONCHEREY pour la réfection de la toiture des ateliers municipaux
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de JONCHEREY,
Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de JONCHEREY a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'école primaire,
- La réfection de la toiture des ateliers municipaux.

B - Réfection de la toiture des ateliers municipaux

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Couverture zinguerie ateliers municipaux	67 452,05	**Fonds de concours CCST**	**28 329,86**
		Autres financements publics	10 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	29 122,19
TOTAL	**67 452,05**	TOTAL	**67 452,05**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de JONCHEREY pour la réfection de la toiture des ateliers municipaux,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 28 329,86 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-13 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de LEPUIX-NEUF pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique et de mise en sécurité du bâtiment communal (mairie, école, logements)
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de LEPUIX-NEUF,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de LEPUIX-NEUF a sollicité en 2025 le soutien financier de la CCST pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique et de mise en sécurité du bâtiment communal (mairie, école, logements) :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Travaux rénovation énergétique, mise aux normes, sécurisation	427 635,00	**Fonds de concours CCST**	**85 527,00**
		Autres financements publics	256 581,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	85 527,00
TOTAL	**427 635,00**	TOTAL	**427 635,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de LEPUIX-NEUF pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique et de mise en sécurité du bâtiment communal (mairie, école, logements),**

- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 85 527,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-14 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de MONTBOUTON pour l'aménagement de la cour d'école Paul Egger
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de MONTBOUTON ;

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de MONTBOUTON a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour l'aménagement de la cour d'école Paul Egger :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement cour d'école	39 052,00	**Fonds de concours CCST**	**7 810,00**
		Autres financements publics	23 431,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	7 811,00
TOTAL	**39 052,00**	TOTAL	**39 052,00**

Compte tenu :
- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :
- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de MONTBOUTON pour l'aménagement de la cour d'école Paul Egger,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 7 810,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-15A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de RÉCHÉSY pour le remplacement de portes d'entrée
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de RÉCHÉSY,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de RÉCHÉSY a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- Le remplacement de 2 portes d'entrée de l'immeuble communal,
- L'acquisition de 12 bornes d'hygiène canine.

A - Remplacement de 2 portes d'entrée de l'immeuble communal

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
2 portes d'entrée	10 900,94	**Fonds de concours CCST**	**5 450,47**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	5 450,47
TOTAL	**10 900,94**	TOTAL	**10 900,94**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de RÉCHÉSY pour le remplacement de 2 portes d'entrée de l'immeuble communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 5 450,47 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-15B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de RÉCHÉSY pour l'acquisition de 12 bornes d'hygiène canine
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de RÉCHÉSY,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de RÉCHÉSY a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- Le remplacement de 2 portes d'entrée de l'immeuble communal,
- L'acquisition de 12 bornes d'hygiène canine.

B - Acquisition de 12 bornes d'hygiène canine

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
12 bornes d'hygiène canine	2 320,00	**Fonds de concours CCST**	**1 160,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	1 160,00
TOTAL	**2 320,00**	TOTAL	**2 320,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de RÉCHÉSY pour l'acquisition de 12 bornes d'hygiène canine,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 1 160,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-16 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de RECOUVRANCE pour la réfection du balcon de la Mairie

Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de RECOUVRANCE ;

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de RECOUVRANCE a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour la réfection du balcon de la mairie :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Rampes de la mairie	2 770,00	**Fonds de concours CCST**	**1 385,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	1 385,00
TOTAL	**2 770,00**	TOTAL	**2 770,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de RECOUVRANCE pour la réfection du balcon de la mairie,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 1 385,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-17 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de SUARCE pour l'achat de matériel informatique et d'un fauteuil de bureau
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de SUARCE ;

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de SUARCE a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour l'achat de matériel informatique et d'un fauteuil de bureau :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Fauteuil, écran, supports, destructeur	2 266,90	**Fonds de concours CCST**	**1 133,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	1 133,90
TOTAL	**2 266,90**	TOTAL	**2 266,90**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de SUARCE pour l'achat de matériel informatique et d'un fauteuil de bureau,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 1 133,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-18 - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de THIANCOURT pour la réfection totale des enrobés de la Grande Rue
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la demande de fonds de concours présentée par la commune de THIANCOURT ;

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de THIANCOURT a sollicité en 2026 le soutien financier de la CCST pour la réfection totale des enrobés de la Grande Rue :

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réfection enrobés	76 468,00	**Fonds de concours CCST**	**28 234,00**
		Autres financements publics	20 000,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	28 234,00
TOTAL	**76 468,00**	TOTAL	**76 468,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de THIANCOURT pour la réfection totale des enrobés de la Grande Rue,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 28 234,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour la réfection des chemins ruraux
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

A - Réfection des chemins ruraux

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Réfection chemin ruraux	18 335,00	**Fonds de concours CCST**	**9 167,50**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	9 167,50
TOTAL	**18 335,00**	TOTAL	**18 335,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour la réfection des chemins ruraux,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 9 167,50 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour l'aménagement extérieur de l'ancienne gare
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT ;

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

B - Aménagement extérieur de l'ancienne gare

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement extérieur de l'ancienne gare	3 980,00	**Fonds de concours CCST**	**1 990,00**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	1 990,00
TOTAL	**3 980,00**	TOTAL	**3 980,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour l'aménagement extérieur de l'ancienne gare,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 1 990,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19C - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour l'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

C - Aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement paysager passage piéton	1 171,50	**Fonds de concours CCST**	**585,75**
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	585,75
TOTAL	**1 171,50**	TOTAL	**1 171,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour l'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 585,75 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19D - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour réfection de la toiture de l'atelier communal
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

D - Réfection de la toiture de l'atelier communal

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Toiture atelier	20 212,00	**Fonds de concours CCST**	**6 063,60**
		Autres financements publics	8 084,80
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	6 063,60
TOTAL	**20 212,00**	TOTAL	**20 212,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du

CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour la réfection de la toiture de l'atelier communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 6 063,60 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19E - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour aire de jeux transportable
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

E - Aire de jeux transportable

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aire de jeux transportable	4 020,00	**Fonds de concours CCST**	**804,00**
		Autres financements publics	2 412,00
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	804,00
TOTAL	**4 020,00**	TOTAL	**4 020,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour l'acquisition d'une aire de jeux transportable,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 804,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19F - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour fourniture et installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

F - Fourniture et installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Armoire électrique et luminaire	2 585,00	**Fonds de concours CCST**	**775,50**
		Autres financements publics	1 034,00

		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	775,50
TOTAL	**2 585,00**	TOTAL	**2 585,00**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour la fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 775,50 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19G - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour fourniture et installation d'une caméra
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

G - Fourniture et installation d'une caméra rue des Moulins

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Fourniture et installation caméra	1 776,40	**Fonds de concours CCST**	**355,28**
		Autres financements publics	1 065,84
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	355,28
TOTAL	**1 776,40**	TOTAL	**1 776,40**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour la fourniture et l'installation d'une caméra rue des Moulins,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 355,28 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-19H - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VELLESCOT pour travaux de restructuration du bâtiment communal maire-école-salle
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VELLESCOT,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VELLESCOT a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- La réfection des chemins ruraux,
- L'aménagement extérieur de l'ancienne gare,
- L'aménagement paysager sécuritaire rue de la Libération,
- La réfection de la toiture de l'atelier communal,
- L'aire de jeux transportable,
- La fourniture et l'installation d'une armoire électrique et d'un éclairage impasse des Montagnes,
- La fourniture et l'installation d'une caméra,
- Les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle.

H - Travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Démolition et réaménagement	86 742,50	**Fonds de concours CCST**	**24 398,44**
		Autres financements publics	36 321,31
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	26 022,75
TOTAL	**86 742,50**	TOTAL	**86 742,50**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VELLESCOT pour les travaux de restructuration du bâtiment communal mairie-école-salle,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 12 000 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-20A - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VILLARS LE SEC pour aménagement de voirie rue du Bois Banal, création de trottoir et accès bus
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VILLARS-LE-SEC,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VILLARS-LE-SEC a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de voirie rue du Bois Banal, la création de trottoir et l'accès bus,
- La rénovation de la salle de bains de l'appartement communal.

A - Aménagement de voirie rue du Bois Banal, création de trottoir et accès bus

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Aménagement de voirie rue du Bois Banal, création trottoir, accès bus	88 233,10	**Fonds de concours CCST**	**29 200,00**
		Autres financements publics	29 679,92
		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	29 353,18
TOTAL	**88 233,10**	TOTAL	**88 233,10**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VILLARS-LE-SEC pour l'aménagement de voirie rue Bois Banal, la création de trottoir et l'accès bus,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 29 200 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-20B - Fonds de concours enveloppe 2026 à la commune de VILLARS LE SEC pour rénovation de la salle de bains de l'appartement communal
Rapporteur : Jean-Michel TALON

Vu l'article L 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les demandes de fonds de concours présentées par la commune de VILLARS-LE-SEC,

Dans le cadre de l'enveloppe de fonds de concours d'investissement votée lors du BP 2026, la commune de VILLARS-LE-SEC a sollicité en 2025 et 2026 le soutien financier de la CCST pour :

- L'aménagement de voirie rue du Bois Banal, la création de trottoir et l'accès bus,
- La rénovation de la salle de bains de l'appartement communal.

B - Rénovation de la salle de bains de l'appartement communal

BUDGET PRÉVISIONNEL			
DÉPENSES HT		**RECETTES HT**	
Libellé	Montant en € HT	Détail	Montant en € HT
Rénovation salle de bains	9 729,19	**Fonds de concours CCST**	**4 864,00**

		Autofinancement commune (fonds propres, emprunt)	4 865,19
TOTAL	**9 729,19**	TOTAL	**9 729,19**

Compte tenu :

- Que le projet soutenu est bien un investissement ;
- Que le **fonds de concours ne pourra excéder le montant investi par la commune après déduction des subventions ou recettes liées au bien à aménager** (art L5214-16 du CGCT. En cas d'attribution d'une subvention supplémentaire, le fonds de concours sera recalculé afin de ne pas excéder la part d'autofinancement de la commune).

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'autoriser le versement d'un fonds de concours à la commune de VILLARS-LE-SEC pour la rénovation de la salle de bains de l'appartement communal,**
- **De plafonner ce fonds de concours à un montant de 4 864,00 € dans la limite prévue par l'article L5214-16 du CGCT,**
- **D'autoriser le Président à signer la convention relative à ce fonds de concours, en vérifier la juste affectation, engager et signer toutes actions ou documents s'y référant.**

2026-06-21 – Signature d'une convention de partenariat 2026 avec «BELFORT TOURISME »
Rapporteur : Christian RAYOT

Depuis 2010, une convention de partenariat est signée entre Belfort Tourisme et la CCST, afin d'engager un développement touristique dans le Sud Territoire.
D'un accord commun une volonté d'amplifier ce partenariat a été retenue par les deux partenaires. Cette volonté s'exprime par les orientations qui ont été prises pour la convention 2026.

Cette convention a pour objectif de fixer les modalités de partenariat entre la CCST et Belfort Tourisme, dans le cadre d'actions engagées en termes :

- D'accueil-information/de promotion-communication ;
- De développement ;
- D'animation .

En matière d'accueil :

En termes d'accueil : un relais d'informations touristiques à vocation intercommunale (territoire de compétence CCST) et frontalier (partenariat franco-suisse) a été mis en place dans la gare de Delle par la CCST. Belfort Tourisme appuiera cette fonction d'accueil touristique dans le Sud Territoire en renforçant ses tournées de documentation (éditions touristiques) auprès de l'ensemble des acteurs stratégiques du territoire : le relais d'informations touristiques intercommunal de la gare tout d'abord, mais aussi les hébergeurs, sites et prestataires d'activités touristiques. Parce que ces derniers sont également au contact direct des clientèles touristiques, l'objectif sera qu'ils puissent être, eux aussi, des relais d'informations touristiques.

Par ailleurs, en l'absence d'office de tourisme intercommunal clairement identifié sur le territoire de la CCST, Belfort Tourisme s'y substituera en accomplissant une partie de la compétence obligatoire **d'information et de communication**, relative à l'offre touristique locale (hébergements touristiques, restaurants, prestataires d'activités touristiques, sites, évènements et manifestations). C'est ainsi que pour l'année 2026 seront réalisées les missions suivantes :

Inscription de l'offre touristique de la CCST sur les outils de communication de Belfort Tourisme :

- Guide touristique du Territoire de Belfort global – relation presse ;
- Carte touristique du Territoire de Belfort – Campagnes d'affichages, TV / Radio ;
- Carte cyclotouristique du Territoire de Belfort ;
- Valorisation de l'offre de la CCST sur les réseaux sociaux ;
- Site web Belfort Tourisme – salons touristiques grand public ;
- Tournées de documentation auprès de l'ensemble des acteurs stratégiques du territoire ;
- Guide Touristique Sud Territoire ;
- Diffusion des fiches de randonnées de la CCST ;
- Promotion des manifestations locales de la CCST (site web, lettres d'actualités, affichage…)

En matière d'information-communication-promotion :

Inscription de l'offre touristique de la CCST sur les outils de communication du Comité Régional du Tourisme de Franche-Comté :

- Site web www.bourgognefranchecomte.com

Diffusion des fiches de randonnées du Sud Territoire et du Guide Touristique Sud Territoire (à la banque d'accueil Belfort Tourisme et sur le site web www.belfort-tourisme.com)

Promotion des manifestations locales de la CCST : Belfort Tourisme, à travers ses outils de communication propres, sera un vecteur supplémentaire d'informations concernant les animations et manifestations les plus notables sur le territoire de la CCST. Il s'agira notamment :

- Du Festival Grandv'hilare
- Des nuits d'été de Milandre
- Du spectacle son et lumière de Brebotte
- De la fête de l'âne à Suarce
- Des animations notables proposées par le Foyer G. Brassens et Delle Animations

La promotion du territoire de la CCST :
La compétence visant à promouvoir l'offre d'un territoire donné est une compétence obligatoire à la fois pour un comité départemental du tourisme (niveau départemental) et pour un office de tourisme (niveau local). En l'absence d'un office de tourisme local, Belfort Tourisme assurera des missions de promotion pour le compte de la CCST, dans le cadre de sa mission globale de promotion touristique du Territoire de Belfort.

Actions de promotion en partenariat avec le CRT sur la gamme « itinérance » :
Un collectif de différents acteurs (CDT, OT, sites touristiques, etc.) s'est constitué autour du CRT Bourgogne-Franche-Comté afin de développer et promouvoir la grande itinérance d'intérêt

régional (pédestre et cyclo notamment). Différents itinéraires (dont la Francovélosuisse et l'Eurovélo6) bénéficieront d'un programme d'actions multicanal (salons, presse, mini-site internet).

Actions de promotion propres à Belfort Tourisme :
Réalisation d'un dossier de presse de l'offre touristique globale du Territoire de Belfort et de communiqués de presse plus spécifiques à une offre en particulier

Gestion de la campagne de communication associée à ces animations : création flyer, site internet www.belfort-tourisme.com, newsletter, interventions France Bleu spécifiques, réseaux sociaux, presse, etc....

En matière d'animation :

Missions d'animations

La coordination et la gestion d'animations touristiques ne font pas partie des compétences obligatoires d'un Comité Départemental du Tourisme mais font partie des compétences facultatives des Offices de Tourisme.
A la demande de la CCST, Belfort Tourisme exercera des missions d'animations. pour le compte de la Communauté de communes

Mise en place d'un éductour spécial Sud Territoire à destination des acteurs du tourisme du Territoire de Belfort (élaboration du programme, gestion des réservations, encadrement de l'éductour)

Elaboration d'un programme estival de visites guidées à destination du grand public (identification des visites potentielles et montage de l'offre, promotion des visites sur les supports de communication, gestion des réservations et de la billeterie)

Actions d'animations spécifiques Sud Territoire pour 2026 :

Mise en place de 7 animations estivales :
- Ferme des Prairas à Lepuix-Neuf – 06 juillet
- Un jardin extraordinaire à Beaucourt – 20 juillet
- Atelier bien-être en nature à Joncherey – 22 juillet
- Gouges lunettes et bracelets à Beaucourt– 04 août
- L'empire Japy 'Au rythme du temps' à Beaucourt – 07 août
- Les enjeux de l'eau 'étang de Bâle' à Boron – 12 août
- Élevage du Pâquis, Alpagas et Lamas à Réchésy – 19 août

Participation de la CCST :

Dans le cadre des missions confiées à Belfort Tourisme, la participation financière de la CCST au titre de l'année 2026 s'élèverait à 8 000 € / an.

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat et à affecter les crédits budgétaires nécessaires,**

- **d'autoriser le Président à signer tout acte administratif, juridique et financier relatif à cette prise de décision.**

2026-06-22 – Assainissement non collectif : vote des tarifs des redevances
Rapporteur : Gilles COURGEY

1) Contexte réglementaire

Le SPANC est un **service public industriel et commercial** obligatoire en application des articles L.2224-8 et suivants du CGCT. **Il assure les contrôles réglementaires** des installations d'assainissement non collectif afin de **protéger la santé publique, les ressources en eau et les milieux naturels. Son financement est assuré par les seules redevances des usagers et le budget doit être équilibré**.

Les redevances seront perçues auprès des usagers en **contrepartie du service rendu** conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

2) Les différents types de contrôles exercés par le SPANC

Les missions du SPANC, rendues obligatoires par la loi, comprennent plusieurs types de contrôles.

- **Le contrôle de conception et d'implantation**

Réalisé avant l'exécution des travaux, ce contrôle a pour objet de vérifier que le projet d'installation est conforme aux prescriptions réglementaires et techniques en vigueur.
Il permet notamment de s'assurer :

- de l'adaptation de la filière au terrain et aux caractéristiques de l'immeuble ;
- du bon dimensionnement des ouvrages ;
- de la conformité des dispositifs proposés ;
- de la protection des eaux souterraines et superficielles.

Ce contrôle constitue une étape essentielle permettant de prévenir la réalisation d'ouvrages inadaptés ou susceptibles de générer des pollutions.

- **Le contrôle de bonne exécution des travaux**

Réalisé avant remblaiement de l'installation, ce contrôle permet de vérifier que les ouvrages exécutés sont conformes au projet validé.
Il porte notamment sur :

- l'implantation des ouvrages ;
- les matériaux utilisés ;
- les profondeurs de pose ;
- les dispositifs de traitement ;
- le respect des prescriptions techniques.

Cette vérification garantit la pérennité du fonctionnement de l'installation et limite les risques de dysfonctionnement futurs.

- **Le contrôle périodique de fonctionnement et d'entretien**

Le contrôle périodique concerne toutes les installations existantes.
Il consiste notamment à vérifier :

- le bon fonctionnement de l'installation ;
- son état général ;

- son entretien ;
- son accessibilité ;
- l'absence de nuisances ;
- l'absence de risques sanitaires ;
- l'absence de pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Ces contrôles permettent d'identifier les installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement et, le cas échéant, d'imposer leur réhabilitation dans les conditions prévues par la réglementation.

- **Le contrôle lors des ventes**

Il est assimilé à un contrôle périodique, dont la validité a dépassé 3 ans. Il est rendu obligatoire dans le cadre d'une vente immobilière, afin d'informer l'acquéreur de l'état de l'installation.
Ce type de contrôle est sollicité par le notaire ou un agent immobilier.

3) Obligations du propriétaire d'une installation d'assainissement non-collectif

Le propriétaire d'une installation d'**assainissement non collectif (ANC)** a plusieurs obligations prévues par le Service public d'assainissement non collectif et la réglementation en vigueur.

Les principales sont les suivantes :

1. **Maintenir l'installation en bon état de fonctionnement**
   - Veiller à ce qu'elle traite correctement les eaux usées.
   - Éviter tout rejet polluant dans le milieu naturel.
   - Réparer ou remplacer les éléments défectueux si nécessaire.
2. **Assurer un entretien régulier**
   - Faire vidanger la fosse par une entreprise agréée lorsque le niveau des boues atteint environ 50 % du volume utile (ou selon les prescriptions du fabricant pour certains dispositifs).
   - Nettoyer et entretenir les différents équipements (préfiltre, bac à graisses, poste de relevage, etc.) conformément aux recommandations.
3. **Accepter les contrôles du SPANC**
   - Le SPANC réalise des contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien.
   - Le propriétaire doit permettre l'accès à l'installation lors de ces visites.
4. **Réaliser les travaux prescrits lorsque la réglementation l'impose**
   - Si le contrôle révèle un danger pour la santé ou un risque avéré de pollution, des travaux de réhabilitation peuvent être rendus obligatoires dans un délai fixé par le SPANC.
   - En cas de vente d'un bien dont l'installation est déclarée non conforme, l'acquéreur dispose d'un an après la vente pour réaliser les travaux de mise en conformité.
5. **Faire contrôler les projets d'installation neuve ou réhabilitée**
   - Avant les travaux : contrôle de conception par le SPANC.
   - Pendant ou à la fin des travaux : contrôle de bonne exécution avant remblaiement.
6. **Conserver les documents**
   - Rapports de contrôle du SPANC.
   - Factures d'entretien et de vidange.
   - Plans et justificatifs des travaux réalisés.

4) Fréquence des contrôles

Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 27 avril 2012, **la fréquence des contrôles périodiques est fixée par le règlement de service du SPANC sans pouvoir excéder dix ans**.

En pratique, les SPANC retiennent généralement une périodicité comprise entre **4 et 8 ans**.

5) Le SPANC de la CCST

5-1) Généralités

9 communes sont exclusivement en SPANC.

La prise de compétence assainissement non collectif par la CCST **date du 1er janvier 2009**.

Le SPANC compte **environ 1 500 abonnés** (chiffre à actualiser via l'élaboration du schéma directeur d'assainissement).

Le règlement de service en vigueur a été instauré en décembre 2008 puis amendé par **délibération en date du 15 juillet 2013.**

Actuellement le SPANC réalise **en moyenne 140 contrôles par an tout contrôle confondu**. Outre les contrôles, le SPANC a un **rôle de conseil** auprès des usagers. Le SPANC propose en outre un **service facultatif de vidanges** des fosses via un marché public de prestations de service.

Entre 2024 et 2025, le technicien SPANC a été en arrêt pendant plusieurs périodes puis a bénéficié d'une mobilité interne. Un agent du service d'assainissement collectif a muté en décembre 2025 pour occuper les fonctions de technicien SPANC à temps partiel à partir de janvier 2026 ; il sera à temps complet fin juin 2026. **Afin d'assurer la continuité de service aux usagers, le service a fait appel à un bureau d'études de juillet 2024 à juillet 2026**.

Actuellement le règlement du SPANC prévoit une **période de contrôle de 10 ans**. Cette fréquence est le maximum autorisé par la règlementation nationale.

En moyenne annuelle, le technicien réalise 150 contrôles périodiques par an, et 206 au total tout contrôle confondu, cela représente **1,03 contrôles par jour** (base 200 j travaillés par an) ce qui est très faible.

Actuellement la rémunération du poste de technicien SPANC est prise en charge à hauteur de **75% par le budget d'assainissement collectif et 25% par le SPANC**.

5-2) Analyse financière des exercices budgétaires

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le résultat reporté des exercices antérieurs se réduit d'année en année, notamment :

- du fait de l'arrêt des subventions versées par l'Agence de l'Eau (à partir 2024).
- du fait que le SPANC a fait appel à un prestataire pour la réalisation des contrôles sur la base de tarifs significativement supérieurs aux coûts actuels des redevances.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde d'exécution	13 816,5 €	-245,81 €	-19 168,65 €	11 814,87 €	-1 755,21 €	-13 639.20 €	**- 19 685,86 € (prévisions)**
Report de l'exercice antérieur	47 075,10 €	60 891,57 €	60 649,76 €	41 477,11 €	53 291,80 €	51 536,77 €	**37 897,57 €**

La diminution de l'enveloppe du report des résultats antérieurs est inexorable à court terme, si l'on n'augmente pas les redevances.

6)) Comparaison tarifaire

- Tarifs CCST versus tarifs du prestataire SPANC

La comparaison des redevances SPANC actuelles (tarifs inchangés depuis 2009), avec les tarifs actuels du prestataire en charge des contrôles, est présentée dans le tableau ci-dessous :

type de contrôle	tarifs actuels (€ TTC)	Tarifs du prestataire (€ TTC)
vente	69,86 €	226,80 €
diagnostic initial	69,86 €	244,80 €
périodique de bon fonctionnement et d'entretien	62,56 €	172,80 €
conception	69,86 €	163,20 €
bonne exécution	69,86 €	244,80 €
contre-visite	0,00 €	150,00 €

- Coût du contrôle pour la collectivité

Le temps passé par le technicien du SPANC pour la réalisation d'un contrôle (prise de rdv, analyse du dossier, contrôle sur place, déplacement, saisie du contrôle dans le logiciel métier, édition du rapport, etc...) représente un temps passé de 2,5 h soit **un coût direct de 91 €/contrôle sans prise en compte des frais annexes** (formation, téléphonie, location bureau, informatique, achat de matériel, assurance véhicule, renouvellement véhicule, amortissements...). Ainsi **le coût total d'un contrôle se rapprocherait de 120 €.**

7) Propositions

VU le CGCT, notamment les articles L.2224-8 à L.2224-12-5 et R.2224-19 et suivants ;
VU le Code de la santé publique ;
VU le Code de l'environnement ;
VU l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC ;
VU l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié.

Considérant que les redevances perçues au titre du Service Public d'Assainissement Non Collectif ont pour objet de couvrir les charges du service conformément au principe de l'équilibre financier des services publics industriels et commerciaux ;
Considérant que l'analyse des coûts de fonctionnement du service réalisée par la collectivité met en évidence une évolution significative des charges supportées par le budget annexe du SPANC;
Considérant que le coût réel des différentes prestations de contrôle excède les montants des redevances actuellement en vigueur ;
Considérant qu'il convient, afin d'assurer la pérennité financière du service et de respecter le principe selon lequel les dépenses du SPANC sont financées par les seules redevances des usagers bénéficiant du service.

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **De procéder à une actualisation des tarifs des redevances, comme suit :**

Type de contrôle	**Tarif en € TTC**
tarif contrôle vente	160 €
tarif contrôle diagnostic initial	140 €
tarif contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien	120 €
Tarif contrôle de conception	140 €
Tarif du contrôle de bonne exécution	140 €

- **De créer deux nouveaux tarifs, inexistants dans la grille tarifaire actuelle :**
  - **« contre-visite »,**
  - **« absence de l'usager suite à un rendez-vous planifié »,**

Type de contrôle	**Tarif en € TTC**
Tarif de la contre-visite suite aux travaux de mise aux normes de l'installation	60 €
Tarif suite à l'absence de l'usager à un rendez-vous planifié	48 €

- **De passer à une fréquence de contrôle périodique de 6 ans,**

- **De revoir la mutualisation du poste du technicien (45 % budget assainissement collectif, 55 % budget SPANC).**

- **De mettre en application ces tarifs à compter du 1 er septembre 2026.**

- **D'autoriser le Président à signer tous les actes administratifs, juridiques et financiers afférents à cette décision.**

Annexe : Vote des tarifs SPANC

2026-06-23 – Assainissement collectif : vote du tarif des contrôles de conformité dans le cadre d'une vente immobilière
Rapporteur : Gilles COURGEY

Le Conseil communautaire réunit en date du 15 décembre 2011 a voté **un tarif de 90 € HT (soit 108€ TTC) pour le contrôle de conformité réalisé dans le cadre d'une vente immobilière**. Ce tarif est entré en application au 1er janvier 2012.

Pour information tous les contrôles de conformité sont exclusivement réalisés par le service assainissement. Les demandes proviennent soit des notaires, soit des agences immobilières.

En 2024 le service a réalisé au total 244 contrôles, dont **119 pour les ventes immobilières**.

Dans un souci d'homogénéisation des tarifs avec ceux du SPANC,

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **De procéder à une actualisation des tarifs des contrôles ventes, comme suit :**
  - **un tarif de 160 € TTC pour le contrôle d'un habitat individuel,**
  - **un tarif de 100 € TTC par appartement pour le contrôle d'un habitat collectif,**

- **De créer deux nouveaux tarifs, inexistants dans la grille tarifaire actuelle :**
  - **« contre-visite » de 60 € TTC correspondant au contrôle de l'installation d'assainissement à l'issue des travaux de mise en conformité,**
  - **« absence de l'usager suite à un rendez-vous planifié » pour un montant de 48 € TTC,**

- **De mettre en application ces tarifs à compter du 1er septembre 2026.**

- **D'autoriser le Président à signer tous les actes administratifs, juridiques et financiers afférents à cette décision.**

Annexe : tarif des collectivités pour les contrôles ventes d'assainissement collectif

2026-06-24 – Attribution des marchés de travaux (9 lots) pour la réalisation d'un marché couvert à Grandvillars
Rapporteur : Christian RAYOT

Vu la délibération 2026-01-05 relative à l'approbation du budget prévisionnel et du plan de financement de l'opération de création d'un marché couvert à Grandvillars,

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 09 juillet 2026,

Pour répondre aux enjeux économiques et sociaux en matière de commerce local et de dynamisation des centres-bourgs, la Communauté de communes du Sud Territoire porte un projet de construction d'un marché couvert intercommunal sur la commune de Grandvillars.

Implanté à proximité immédiate de la place de la Résistance, en lieu et place d'une friche urbaine, cet équipement a vocation à accueillir un marché hebdomadaire ainsi que des manifestations socio-culturelles.

Le projet comprend notamment la réalisation d'une halle couverte d'environ 389 m², d'une passerelle piétonne, de la reprise du mur du canal et de la mise en place d'aménagements extérieurs.

Après analyse des offres par le groupement de maîtrise d'œuvre - Atelier HATON Architectes / PERRIN & Associés / B2EC / ALLEGRO Acoustique / EVI - et après présentation du rapport d'analyse à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 09 juillet 2026, celle-ci a émis un avis favorable :

- à l'élimination de l'entreprise MARTEL,

- à l'attribution des marchés aux entreprises ayant présenté, pour chacun des lots, l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir :

- **Lot 1 – VRD Aménagements paysagers**
  Entreprise retenue : STPI
  pour un montant de 222 924,00 € HT.

- **Lot 2 – Fondations spéciales**
  Entreprise retenue : ROC AMENAGEMENT
  pour un montant de 114 126,00 € HT.

- **Lot 3 – Maçonnerie Gros-œuvre**
  Entreprise retenue : ALBIZZATI
  pour un montant de 47 130,04 € HT.

- **Lot 4 – Charpente couverture zinguerie**
  Entreprise retenue : CHARPENTES MARTIN
  pour un montant de 364 425,80 € HT.

- **Lot 5 – Serrurerie**
  Entreprise retenue : CORVEC INDUSTRIE
  pour un montant de 127 571,00 € HT.

- **Lot 6 – Menuiserie intérieure**
  Entreprise retenue : MENUISERIE CLAUDE
  pour un montant de 4 682,68 € HT.

- **Lot 7 – Plâtrerie peinture**
  Entreprise retenue : NICOLETTA PHILIPPE
  pour un montant de 19 000,00 € HT.
- **Lot 8 – Plomberie sanitaire ventilation**
  Entreprise retenue : MDTE
  pour un montant de 28 235,94 € HT.

- **Lot 9 – Électricité**
  Entreprise retenue : EIMI ELEC
  pour un montant de 56 945,28 € HT.

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu avec 40 voix pour et 1 abstention de Cyprien SCHIGAND, décide :

- **De valider l'attribution des marchés de travaux aux entreprises désignées ci-dessus,**
- **D'autoriser le Vice-Président, Thierry MARCJAN, à signer les marchés correspondants ainsi que tous les documents relatifs à cette opération.**

2026-06-25 – Désignation de représentants de la CCST à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Allan
Rapporteur : Christian RAYOT

Vu l'article R212-31 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral portant constitution de la CLE du SAGE Allan du 27 novembre 2012 ;
Vu la décision inter préfectorale fixant la composition de la CLE ;

La Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) de l'Allan voyait le mandat de ses membres arriver à expiration en 2027. En raison des élections municipales, la commission a voté le renouvellement anticipé de ses membres dès le printemps 2026.

Afin de tenir compte de l'évolution du paysage institutionnel et de préserver le rôle de parlement local de l'eau de la CLE, il convient d'associer pleinement l'échelon intercommunal, notamment compétent en matière de GEMAPI, d'eau et d'assainissement à sa composition.

Il est donc demandé de désigner des représentants des maires en accord avec le Président de l'EPCI, les élus ainsi désignés siégeront en leur double qualité de représentant des maires et de leur EPCI respectif.
Afin de nourrir les débats du parlement local de l'eau que représentent la CLE, il est suggéré de privilégier les élus ayant une délégation relative à l'eau.

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **de désigner Nicolas PETERLINI et Annick PRENAT représentants la Communauté de communes du Sud Territoire à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Allan.**

2026-06-26 – Convention de programme partenarial entre la Communauté de communes du Sud Territoire et l'Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort – année 2026
Rapporteur : Christian RAYOT

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5214-8 et L.5214-2816 ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment l'article L.132-6 ;
Vu la note technique du 30 avril 2015 relative aux conditions de fonctionnement des agences d'urbanisme, leurs modalités de financement et le rôle des services de l'État ;
Vu les statuts de l'Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort (AUTB), modifiés en 2013 ;

Considérant les changements sociétaux, urbains et environnementaux en cours ;
Considérant l'évolution de notre territoire en termes d'aménagement du territoire et de problématique foncière, issue notamment de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Loi Climat & Résilience » ;
Considérant que cette évolution des besoins et des problématiques de notre territoire invite à renforcer l'observation et la veille, l'ajustement des méthodes d'aménagement et d'anticipation, à mieux identifier les enjeux et les priorités d'action ;
Considérant la volonté de poursuivre l'inscription de notre territoire dans un urbanisme porteur d'une haute qualité de vie, qui soit adapté à ses caractéristiques géographiques, sociales, environnementales, paysagères et économiques ;
Considérant la volonté de conforter l'accompagnement des projets communaux, départementaux et métropolitains, et de développer les coopérations ;

En application de l'adhésion de la Communauté de communes du Sud-Territoire à l'Agence d'urbanisme du Territoire de Belfort (AUTB), en référence aux statuts de l'Agence d'urbanisme du Territoire de Belfort et à la note technique du 30 avril 2015 du Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité régissant les modalités de fonctionnement des agences avec leurs membres,

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'approuver le projet de convention de programme partenarial 2026 en annexe,**
- **de valider la contribution de la Communauté de communes du Sud Territoire au financement du programme d'activité de l'Agence de 10 000 euros pour l'année 2026,**
- **d'autoriser le Président à signer tous les actes administratifs, juridiques et financiers afférents à cette opération, notamment la convention d'adhésion nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**

Annexe : projet de convention de programme partenarial 2026 CCST -AUTB

2026-06-27 – Décisions prises par délégation

Opérations	Libellé	Tiers concernés	Montant HT	Président Vice-Président	Date
Eaux	Réparation 6 fuites sur conduite et 3 branchements neufs	Dodivers-Malnati	18 520 €	MARCJAN	06/01/2026
Eaux	Réparation 5 fuites sur branchements et 5 renouvellements branchements	Dodivers-Malnati	29 434 €	MARCJAN	06/01/2026
Eaux	Renouvellement 5 branchements	Dodivers-Malnati	7 027 €	MARCJAN	21/01/2026
Eaux	Réparation 17 fuites sur conduite	Dodivers-Malnati	25 500 €	MARCJAN	21/01/2026
Eaux	Nettoyage et désinfection annuel des réservoirs	Solydere	6 155 €	MARCJAN	05/02/2026
Eaux	Réparation 3 fuites sur conduites, 1 sur branchement et 1 branchement neuf	Dodivers-Malnati	4 455 €	MARCJAN	06/02/2026

Eaux	Lot documents plateforme DT/DICT	Sogelink	8 350 €	MARCJAN	23/02/2026
Eaux	Renouvellement 7 branchements et 1 branchement neuf	Dodivers-Malnati	24 627 €	MARCJAN	04/03/2026
Eaux	Réparation 6 fuites sur conduites et 3 sur branchements	Dodivers-Malnati	19 817 €	MARCJAN	04/03/2026
Eaux	Réfection définitive des enrobés *(après l'hiver)*	Dodivers-Malnati-Colas	8 187 €	MARCJAN	04/03/2026
Eaux	Renouvellement de la conduite AEP et des branchements de l'impasse Chatelôt à Beaucourt	Dodivers-Malnati	8 548 €	MARCJAN	06/03/2026
Eaux	Réparation 4 fuites sur conduites et modification de 3 branchements	Dodivers-Malnati	17 178 €	RAYOT	03/04/2026
Eaux	Dépose et repose provisoire de la conduite AEP d'un pont de la rue Principale à Florimont	Dodivers-Malnati	12 616 €	PETERLINI	20/04/2026
Eaux	Renouvellement 5 branchements et 3 branchements neufs	Dodivers-Malnati	37 340 €	PETERLINI	10/04/2026
Eaux	Réparation 4 fuites sur conduites et 2 sur branchements et réfection définitive enrobés RD	Dodivers-Malnati-Colas	26 515 €	PETERLINI	10/04/2026

Eaux	Réparation 3 fuites et travaux divers	Dodivers-Malnati	12 261 €	PETERLINI	29/05/2026
Eaux	Modification alimentation en eau des n°33 à 37 Grand'Rue à Joncherey	Dodivers-Malnati	20 589 €	PETERLINI	10/06/2026 *(travaux à programmer cet été)*
Eaux	Renouvellement 4 branchements, suppression 1 branchement fuyard et remplacement de vannes	Dodivers-Malnati	20 833 €	PETERLINI	10/06/2026
Eaux	Achat d'un nouveau véhicule adapté au transport des bouteilles de chlore gazeux	Nedey	34 882 €	PETERLINI	19/06/2026
Eaux	Création 2 branchements neufs	Dodivers-Malnati	7 040 €	PETERLINI	19/06/2026

Le Conseil communautaire, après en avoir débattu à l'unanimité des membres présents, décide :

- **De prendre acte du tableau ci-dessus des décisions prises par délégations**

Aucun point ne restant à l'ordre ~~du~~ jour, la séance est levée à 18 h 58.

La secrétaire de séance,

Anaïs MONNIER-VON AESCH

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD TERRITOIRE

Le Président,

Christian RAYOT